

Les processus de gouvernance autour des liens ville-agriculture

Par Salma Loudiyi et Ghalia Chahine

Séminaire de l'axe Territoire et collectivités locales du CRISES

Le vendredi 22 mai 2015, local AB-2210, UQAM

Compte-rendu

Par Camille Arsenault-Héту

Auxiliaire de recherche

Étudiante au département de géographie, UQAM

Le vendredi 22 mai 2015 s'est tenu à l'UQAM un séminaire organisé par l'axe Territoire et collectivités locales du CRISES portant sur les processus de gouvernance autour des liens entre l'agriculture et la ville. Deux présentations eurent lieu durant ce séminaire animé par Mélanie Doyon, professeure au département de géographie de l'UQAM et chercheure au CRISES. La première intitulée *Durabilité des agricultures urbaines et périurbaines vue à travers les processus de gouvernance des liens villes-agriculture*, et la deuxième porta plutôt sur un cas plus précis de ce processus de gouvernance à Montréal, soit *Le Système Alimentaire Montréal (SAM)*.

La première partie fut présentée par Salma Loudiyi, géographe, maître de conférences à VetAgroSup-Campus Agronomique, UMR 1273 Metafort, Clermont-Ferrand (France). La chercheure s'est intéressée aux différents processus de gouvernance associés à l'intégration de l'agriculture dans la planification territoriale. À ce sujet fut présentée une étude effectuée dans la région de la méditerranée afin de comprendre le développement et la durabilité de l'agriculture par son caractère multifonctionnel dans la construction de l'espace social urbain et dans la planification urbaine. Afin d'effectuer cette recherche, cinq villes ont servies de terrain d'étude pour effectuer 14 cas d'analyse sur le sujet: Lisbonne, Pise, Montpellier, Constantine et Meknès. La chercheure a effectué des chroniques de projet afin de faire ressortir différentes informations essentielles à la compréhension du phénomène, par exemple le contexte d'émergence du projet, les différentes transformations du système des acteurs impliqués, les débats ou encore les controverses que le projet a pu susciter.

Suite à cette recherche, quatre figures d'intégration ville-campagne ont été mises de l'avant. Il y a tout d'abord l'intégration par les pratiques agricoles intégrées dans le tissu urbain, comme par exemple les jardins urbains où le citoyen devient agriculteur lui-même. Ensuite, il y a l'intégration par les flux entre espaces et acteurs, incluant les filières et les espaces de circulation des liens, notamment par les acteurs intermédiaires qui se retrouvent à jouer un rôle

important dans la mise en place du processus, parfois de façon involontaire. Puis vient l'intégration par acteur pivot qui contribue à la gestion de l'espace comme espace tampon afin de valoriser les produits agricoles et de contribuer à une meilleure intégration de l'agriculture en ville. Finalement, il y a l'intégration par réseaux d'acteurs. Ceci inclus tous les types d'acteurs qui vont être amenés à jouer un rôle dans la gouvernance de cette agriculture ainsi que toutes problématiques qui peuvent y être associées. Il est en effet crucial d'organiser la cohabitation des différents acteurs et processus qui peuvent être hétérogènes dans leur mode de fonctionnement et leur mission, mais qui contribuent de près ou de loin à la gouvernance du processus ville-agriculture. Ainsi, il se dégage deux types d'intégration, qui sont interreliés: horizontal, entre les espaces ruraux et urbains, et vertical, entre les différents niveaux d'acteurs, notamment les secteurs privés et publics.

L'effet de cette intégration se produit à trois niveaux: socio-territorial, socio-économique et au niveau de la construction politique, qui passe par un processus d'apprentissage collectif. Bref, cette étude a fait ressortir la complexité des liens et processus entourant l'intégration de l'agriculture dans l'espace social qu'est la ville et dans la construction de celle-ci. Une construction collective permet de travailler avec tous les types de ressources, qu'elles soient matérielles ou immatérielles, ce qui permet une intégration de l'agriculture qui prend en compte son caractère multifonctionnel comme facteur de changement social.

Cette présentation plus théorique de Salma Loudiyi sur les processus de gouvernance face à l'intégration de l'agriculture dans l'aménagement urbain fut une bonne mise en contexte pour la deuxième partie du séminaire. Ghaliya Chahine, agente de développement – Innovation sociale et diversité, Conférence régionale des élus de Montréal, a en effet poursuivi la matinée en présentant l'organisme Système Alimentaire Montréal, le SAM, une initiative concrète de mise en oeuvre d'un processus de gouvernance du système alimentaire dans la région de Montréal.

Le SAM fut créé en 2011 par l'organisme Nourrir Montréal dans le but de comprendre et de mieux définir le système alimentaire montréalais, permettant de faciliter la gouvernance et l'inclusion de celui-ci dans les préoccupations sociales, politiques et économiques des différents acteurs impliqués. Cela a donc permis de créer un langage commun autour des enjeux concernant l'alimentation afin de mieux coopérer et d'arriver à une gestion durable du système alimentaire et qui répond aux différents besoins de la population.

La chercheuse a d'abord débuté sa présentation en donnant une brève description de ce qu'est un système alimentaire. Quatre éléments constituent ce dernier. Le premier est la production de l'aliment de base, ce qui soulève des enjeux fonciers et de zonage agricole. Puis vient la transformation des aliments et tous les réseaux qui y sont associés. Ensuite, il y a la distribution,

qui est au coeur de nombreuses problématiques concernant l'accès à l'alimentation dans certaines régions. Finalement, il y a la consommation ainsi que la post-consommation, qui est liée à tous les types d'initiatives sociales afin de pallier à divers problèmes alimentaires dans la région, notamment les déserts alimentaires. À travers ces différents éléments du système alimentaire existent des préoccupations transversales qui concernent toutes les étapes de ce système, par exemple le gaspillage alimentaire, la réutilisation ou le recyclage des aliments et des résidus, les impacts environnementaux, etc. Au-delà de toutes ces préoccupations, il existe le défi d'intégrer les réseaux nationaux aux réseaux plus locaux, tels que les réseaux urbains. Bref, le système alimentaire est complexe et inclus un nombre important de préoccupations et d'éléments interreliés, ce qui rend difficile la tâche que le SAM s'est donné.

Ainsi, afin de mettre en place un processus de gouvernance adéquat, le SAM a créé un comité de partenaires représentatif de la multiplicité des acteurs impliqués dans ce processus. Celui-ci a été divisé en trois secteurs: économique, environnemental et social, incluant les enjeux socio-territoriaux. Ces secteurs couvrent l'ensemble des échelles, des enjeux et des préoccupations transversales présentées plus tôt. À partir de ce comité, le SAM a élaboré une vision du système alimentaire montréalais pour tous les partenaires. Il a donc créé un plan à moyen terme pour 2025 avec un lexique pour que tous les acteurs s'y retrouvent. Le plan de développement a été écrit en co-construction à chacune des étapes de rédaction par 22 membres qui ont travaillé de 2012 à 2014.

Le SAM se positionne selon cinq orientations: enrichir l'offre alimentaire montréalaise, réduire l'empreinte écologique du système alimentaire, favoriser l'accès à une saine alimentation, promouvoir celle-ci et renforcer le maillage régional.

Pour ce faire, il vise cinq grands objectifs. Le premier est de renforcer le maillage régional par la coordination, la mobilisation, le réseautage et la représentation. Le second est de favoriser l'accès physique à une saine alimentation. Le troisième est de développer et consolider l'offre et la demande alimentaire en institutions publiques afin d'identifier les besoins des secteurs éducatifs, municipaux et de la santé. Le quatrième est de soutenir le développement de l'agriculture urbaine et périurbaine en contribuant aux plans d'actions régionaux. Le cinquième et dernier objectif consiste en une série d'actions régionales transversales entre le SAM et l'organisme *Montréal physiquement active* afin de promouvoir les saines habitudes de vie, alliant la saine alimentation à l'activité physique.

Ainsi, le but de ce plan d'action est de renforcer la cohérence pour ainsi créer davantage d'opportunités à l'intérieur d'objectifs communs. Il permet également de créer des modèles inspirants pour des actions complémentaires. Finalement, il permet la création d'un système de levier afin de rassembler tous les acteurs d'un même système en une seule voix pour permettre

un changement concret. Pour ce faire, le renforcement du maillage régional est d'une grande importance afin de s'assurer que les enjeux d'alimentation soient davantage pris en compte dans tous les projets d'aménagement.

La question de la multifonctionnalité de l'agriculture est donc centrale dans l'intégration de celle-ci en milieu urbain et nécessite une gouvernance multisectorielle. Les deux présentations nous ont en effet permis de comprendre l'importance de l'agriculture dans la construction d'un tissu social fort impliquant tous les types d'acteurs dans le développement de la ville. Tandis que la première présentation a pu expliquer les différents processus d'intégration de l'agriculture dans la planification territoriale, la deuxième a permis d'illustrer un cas précis de gouvernance territoriale de l'agriculture afin de mettre en place cette même intégration, alliant des acteurs différents ayant un même objectif. Ces deux projets sont donc de parfaits exemples de coopération afin de favoriser une gouvernance territoriale adéquate du processus ville-agriculture.